

COMITE CONTRE
L'INITIATIVE SCHWARZENBACH

ROUGE

SIGNIFICATION DU COMITE ROUGE CONTRE L'INITIATIVE SCHWARZENBACH

Les derniers développements de la situation politique à Genève (grève Murer SA, 1er Mai) ont mis en évidence une fois de plus le désarroi des militants révolutionnaires face aux tâches qui leur incombent.

D'une part la crise profonde des organisations de la classe ouvrière (PST, PSS, USS) prive une partie importante de militants d'avant-garde de tout relais organisationnel entre les luttes sectorielles.

D'autre part la relative impuissance de tous les groupes dits d'avant-garde à intervenir de manière structurée dans le champ politique local les amène à théoriser un certain nombre de divergences qui reposent plus sur une appréciation confuse des différentes phases de leur histoire que sur un contenu véritablement politique.

Or ceci amène concrètement à ce que la pratique des militants d'avant-garde se réduise finalement à l'alternance de phases hyperactivistes et de phases "introspectives". Si,

Au lieu d'être en mesure de capitaliser un acquis théorique et pratique, de pouvoir faire avancer une expérimentation politique dont le mouvement ouvrier a été trop longtemps privé par le stalinisme, les groupes locaux se trouvent coincés faute d'être en mesure de proposer une alternative claire à la crise des organisations traditionnelles.

Une des raisons, peut-être secondaire, de cet état de fait est aussi à rechercher dans la manière même dont les différents mouvements ont conçu soit leur travail interne soit leur travail propagandiste. C'est ainsi qu'il est clair que la pratique "étudiante" a finalement marqué la plupart des interventions. En refusant de jouer le rôle qui leur est dévolu à l'intérieur d'une stratégie révolutionnaire, les intellectuels en particulier ont finalement ramené le dégat à des aspects tactiques de sorte que, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des organisations de la classe ouvrière, aucune accumulation des cadres ne s'est faite.

Actuellement, le problème posé à la classe ouvrière par l'initiative Schw. est sans débouché si cette campagne n'est pas utilisée pour une agitation à beaucoup plus long terme. La reconstruction de l'unité de la classe passe par une série d'explications et d'interventions dont les groupes d'avant-garde doivent se donner les moyens.

C'est dans cette optique que Rouge propose de manière large et ouverte un Comité Rouge contre l'Initiative Schw. qui prend une double signification:

- par rapport à la continuité du travail en direction de la classe,
- par rapport à la problématique de la construction d'une organisation révolutionnaire.

Dans ce sens le texte d'appui ci-joint permet de donner aux personnes qui travaillent dans ce comité une référence théorique minimum. Sur la base de l'adoption de ce texte, un travail est proposé dans deux directions dialectiquement dépendantes:

1.- l'affinement d'une élaboration sur les problèmes posés à travers l'initiative Schw. , ceci constitue une tâche actuellement indispensable à toute évaluation des possibilités de travail en direction de la classe.

2 2.- Le développement d'interventions au niveau sectoriel et au niveau global sur la base de propositions élaborées dans le Comité.

Les militants de Rouge considèrent que ce Comité doit tendre à être un lieu de clarification idéologique qui puisse capitaliser les différentes forces de travail nécessaires au dépassement de la situation actuelle.

PROPOSITION D'ORGANISATION DU TRAVAIL

Les thèmes proposés en annexe, qui seront présentés à la première séance du Comité, avec possibilités de modification ou d'adjonctions seront traités dans des groupes de travail (à raison d'un thème par groupe)

Chaque groupe exposera son travail dans une assemblée générale du Comité, avec éventuellement des propositions d'interventions. Quelques interventions sont déjà envisagées pouvant aller du tract jusqu'à l'organisation d'un meeting en passant par la publication de textes élaborés par le Comité.

Le Comité se réunirait tous les vendredis, les groupes de travail s'organisent eux-mêmes pour mener à bien leur travail relatif à un thème.

Ci-jointe un bibliographie minimum

LA BRECHE NO 4, 20 mars 1970 +
Texte no 3, Tendances de gauche du POP
Textes MGP, déc. 1969 no 2 + 2bis
CINANNI Paolo, Emigration et impérialisme, Editori riuniti
Cl. RAFFESTIN, Essai de géographie industrielle à Genève
Banque HENTSCHE, Document sur Schwarzenbach

Intorduction

Le problème de l'utilisation d'une main-d'oeuvre étrangère ne s'est pas posé seulement à la Suisse. Si cette dernière, grâce à son appareil de production intact, est rentrée dans sa période d'expansion avec utilisation de main-d'oeuvre étrangère dès le lendemain de la guerre, les autres pays capitalistes avancés ont éprouvé à des degrés divers, de sérieux besoins de main-d'oeuvre dès le milieu des années 50.

Les conséquences de cette expansion avec utilisation de main-d'oeuvre étrangère ont pourtant été diverses selon les pays. Si certaines nations européennes, et notamment l'Allemagne, ont réussi à planifier l'utilisation des travailleurs étrangers selon leur politique de rationalisation, la Suisse, par sa politique de développement essentiellement quantitatif de l'économie (agrandissement et création d'usines plutôt que rationalisation, exception faite de certains secteurs de pointe), a maintenu son expansion en puisant dans les réserves humaines que constituent les pays méridionaux de l'Europe.

Cette politique n'a d'ailleurs pas été adoptée d'une manière générale dans tous les secteurs de l'économie suisse. Si les secteurs de pointe tels que chimie, mécanique de précision, ont réussi à coordonner expansion et rationalisation, c'est principalement dans les secteurs qui ont gardé un certain caractère artisanal (vêtements, chaussures, etc.) que le problème de la rationalisation se pose d'une manière aiguë. Cette différenciation sur le plan économique traduit plus ou moins fidèlement le clivage au niveau de la bourgeoisie, dont les intérêts divergent selon qu'ils sont défendus par la fraction "progressiste" de la bourgeoisie à la tête des industries de pointe, ou par la masse de petits et moyens industriels défendus par les diverses corporations et institutions économiques à caractère conservateur.

Cette politique n'allait pas tarder à révéler ses limites et ses carences. Durant la période d'après-guerre qui s'étend jusqu'aux années 1962-63, l'expansion générale et assez rapide dans les pays capitalistes avancés a empêché la concurrence internationale de devenir trop forte. Dès 1962-63, la fin de l'expansion a très vite posé le problème de la rationalisation. On peut expliquer ce phénomène de la manière suivante: en période d'expansion générale, le rythme des échanges internationaux s'accélère, les capacités de chaque

* La première partie de ce rapport reprend quelques éléments économiques fondamentaux liés à la rationalisation, et tente de les mettre en parallèle avec la rationalisation prônée par Schwarzenbach, en mettant en évidence le rôle de plus en plus grand joué par le gouvernement au sein de l'économie privée, mais qui reste somme toute encore timide. Si certains points sont peu ou pas développés, ils tendent quand même à poser la problématique dans laquelle s'inscrit l'initiative Schwarzenbach. Le travail du groupe pourra consister entre autres en des développements des points qui seront restés obscurs.

pays d'importer des produits étrangers (la plupart du temps des produits de luxe) deviennent toujours plus grandes. Mais le large éventail des salaires, et plus précisément le fossé entre les catégories de revenus, favorise dans ce cas particulièrement, les couches supérieures de la société (jusqu'à la fin des années 50, les produits importés coûtaient relativement cher et seules les personnes à revenus élevés pouvaient les acheter). C'est à ce niveau que s'est manifestée la saturation des marchés internationaux. Dès lors que les capacités d'absorption de ces couches sociales diminuaient (on ne s'achète pas 3 frigos, 4 TV, etc...), les entreprises étaient forcées de rechercher de nouveaux débouchés dans les couches moyennes et inférieures de la société, et donc de pratiquer une politique des prix les plus bas possible, ce qui est possible au travers de la rationalisation.

Le problème de la rationalisation étant posé, il s'agit d'étudier les réactions des différentes catégories de la bourgeoisie nationale. La lutte pour la conservation des marchés, ou pour l'extension de celui-ci, pose directement les deux problèmes économiques suivants: comment atteindre un coût de production aussi bas que possible, et quelle est la production (en valeur quantitative) optimum nécessaire pour obtenir des revenus maximums, compte tenu des marchés offerts et de la possibilité d'en ouvrir de nouveaux?

Si le premier de ces problèmes est la préoccupation essentielle des industries qui n'ont pas été touchées par la rationalisation (et se traduit par une politique des salaires bas et par une grande utilisation de main-d'oeuvre étrangère), le deuxième se pose directement pour les industries de pointe, dont la tendance très nette à la rationalisation permet d'ouvrir de nouveaux marchés sur le plan mondial et d'entrer directement en concurrence avec l'étranger. Ce problème est illustré par le fait que toutes les entreprises de pointes de la Suisse ont des succursales à l'étranger dont la production, et ^{par extension} par conséquent les revenus, dépassent ceux de la maison mère. (Ex. Nestlé, les industries chimiques, pharmaceutiques, etc.) C'est une manifestation évidente de la nature impérialiste de l'économie suisse: l'implantation de ces industries, notamment en Amérique latine, est très forte.

Schwarzenbach et le capitalisme suisse

Ce petit développement devrait permettre de cerner les aspects principaux de la rationalisation de l'économie capitaliste, sous le signe de la concurrence toujours plus aiguë. Ces aspects principaux peuvent se résumer ainsi: la recherche constante de nouveaux marchés permettant de produire plus à des prix toujours plus concurrentiels, et la concentration des entreprises permettant une division du travail à une échelle plus grande. C'est ce deuxième aspect que nous allons reprendre dans la suite de ce texte pour expliquer quelle place occupe l'initiative Schwarzenbach dans l'évolution qui est en train de se dessiner au niveau national, c'est-à-dire les relations de plus en plus étroites qui s'établissent dans la "trilogie" suivante: Etat - grandes entreprises - grands financiers. (Remarque: il est clair que cet aspect est en relation directe avec le premier; si nous laissons volontairement "tomber" ce dernier, c'est parce que le phénomène de concentration permet de mieux exprimer la tendance à la rationalisation des grandes entreprises).

Nous avons décrit les mutations importantes dont la nécessité s'est fait ressentir dès le début des années 60. La lutte qui est développée au sein de la bourgeoisie, et se développe actuellement d'une manière de plus en plus évidente, est celle qui oppose sa fraction "progressiste", plus internationale que nationaliste, aux conservateurs qui forment sa plus grande partie. La fraction progressiste a compris la nécessité d'une rationalisation à grande échelle, qui implique le développement de deux types de relations:

- 1) financiers- entrepreneurs
- 2) (financiers-entrepreneurs) - Etat (gouvernement).

Si le premier type de relations s'est développé "naturellement" dans le cadre strict de la propriété privée, le second ne fait que s'amorcer. Que signifie une intervention de l'Etat dans le domaine privé? Elle répond essentiellement à un besoin éprouvé par cette grande bourgeoisie éclairée qui, ne pouvant se manifester de manière autoritaire au niveau général de l'économie, demande à l'Etat, par d'intervenir et de susciter et favoriser le processus de ~~ratio-~~ ^{concentration} ~~naissance~~, en utilisant des moyens le mettant directement en relation avec les secteurs de pointe de l'industrie privée.

Toutefois, ce rapprochement se heurte à de nombreux obstacles, tant politiques qu'institutionnels. En effet, sans parler du conservatisme de certains partis, les obstacles les plus importants sont les institutions représentant de multiples intérêts régionaux contradictoires et des intérêts antagonistes des branches de l'industrie.

Ce rapprochement n'en est qu'au stade de la "tendance", et l'intervention directe de l'Etat, par son organe exécutif, est encore très timide. Elle ne se manifeste pour l'instant qu'au niveau de la Banque Nationale, qui est elle-même en relation constante avec les grandes banques privées, et par l'intermédiaire de la politique fiscale et douanière du gouvernement (ex. 5 % à l'exportation).

Il s'agit dès lors de placer dans ce contexte la politique du gouvernement à l'égard de la main-d'oeuvre étrangère. Nous avons vu que cette main-d'oeuvre étrangère avait permis à l'économie suisse de se développer d'une manière extensive surtout. Dès lors que se fait sentir le besoin d'un développement intensif, il s'agit de planifier l'utilisation de la main-d'oeuvre et de la rationaliser (main-d'oeuvre étrangère utile et nécessaire s'il y a conjonction de deux phénomènes: rationalisation et développement de l'entreprise).

Dans le domaine de la main-d'oeuvre étrangère, la meilleure illustration du rapprochement qui s'opère entre la bourgeoisie "progressiste" et le gouvernement est la suivante: les propositions énoncées aujourd'hui dans le cadre du plan de stabilisation de Celio ou dans celui des propositions du Conseil Fédéral concernant le plafonnement global de la main-d'oeuvre étrangère, étaient déjà avancées en 1963/64 par la tendance technocrate du gouvernement et de l'appareil d'état, tendances dont les relations avec l'industrie, le commerce et la finance étaient évidentes.

Dans la problématique ainsi posée, on comprend l'importance que prend le projet de rationalisation présenté par l'OFIAMI, et approuvé, dans une certaine mesure et avec des restrictions, par le gouvernement, projet qui prévoit la libre circulation des travailleurs étrangers dans le canton, et entre les cantons. Cette libéralisation

doit permettre le "libre" développement de la concurrence entre les entreprises, concurrence au niveau des salaires offerts aux ouvriers étrangers. En effet, seule une telle libéralisation du marché du travail permet aux grandes entreprises d'attirer les ouvriers employés dans des entreprises moins développées, par une politique de salaires plus élevés, et de provoquer la fermeture de ces petites entreprises ^{ou} leur rachat par les plus grandes.

Toutefois, cette tendance à la rationalisation est essentiellement favorable aux grands patrons et à certaines catégories d'ouvriers hautement spécialisés dans quelques métiers (industries de pointe). En effet, les fermetures d'entreprises non rentables projette sur le marché des quantités relativement grandes d'ouvriers, qui, lorsqu'ils sont réoccupés dans d'autres entreprises, le sont au prix d'une déqualification la plupart du temps. Outre les inconvénients du travail à la chaîne pour l'ouvrier, le faible degré de qualification de cet ouvrier qui entre dans une entreprise de pointe l'empêche de dépasser un certain plafond quant au salaire.

Face à ce phénomène de rationalisation, la position de Schwarzenbach est ambiguë: tout en dénonçant la politique des grands capitalistes qui, selon lui, consiste à rationaliser en utilisant de la main-d'oeuvre étrangère, il préconise le remplacement de ces travailleurs étrangers par des ouvriers suisses, pour ne garder qu'une quantité minimum d'ouvriers étrangers. Ou trouverait-on ces travailleurs suisses, sinon en éliminant progressivement les petites entreprises peu rentables, c'est-à-dire en préletarisant une foule petits patrons? Si cette affirmation est un peu excessive, elle n'en marque pas moins une tendance assez nette à l'entrée de petits patrons en tant que chefs de service ou d'ateliers, p. ex., dans des grandes entreprises. Dans plusieurs secteurs, si les patrons ont embauché de la main-d'oeuvre étrangère, ce n'est pas uniquement pour "gagner plus", mais parce que leurs entreprises, étant donné leur faible assise (petite entreprise disposant de peu de capitaux), ne pouvaient conserver une certaine capacité concurrentielle qu'en pratiquant une politique de bas salaires, cette seule solution leur permettant de survivre. La tendance étant à une hausse régulière des salaires (accompagnée, sinon précédée d'une hausse du coût de la vie), il devenait évidemment impossible de trouver les ouvriers acceptant de gagner moins pour permettre au petit patron de conserver son autonomie!

Schwarzenbach prétend qu'une "bonne" rationalisation peut être réalisée en freinant assez brusquement l'utilisation de main-d'oeuvre étrangère, et par son remplacement progressif par des ouvriers suisses. Comme l'OFIAMT, il prône une utilisation rationnelle des travailleurs étrangers absolument nécessaires à la bonne marche de notre économie, mais en basant ses arguments sur des sentiments xénophobes habituellement ressentis par la petite-bourgeoisie et par certains ouvriers. Mais par là-même, Schwarzenbach sape les bases économiques des couches de la population dont il paraît représenter les intérêts. Cela se manifeste dans deux cas particulièrement:

- 1) En préconisant une politique de stabilisation d'abord, de diminution ensuite du volume de main-d'oeuvre étrangère, il met en pièces toute une série de petites entreprises utilisant un grand

nombre de travailleurs étrangers, et provoque de ce fait un afflux plus ou moins massif de main-d'oeuvre sur le marché. Cela peut avoir un effet déflationniste sur le plan des salaires. Il s'écoulera en effet un certain temps avant que l'économie puisse absorber cette main-d'oeuvre sans effet sur les salaires.

2) D'autre part, il n'y a pas de relation directe de cause à effet entre la stabilisation brusque et la baisse de l'utilisation de la main-d'oeuvre étrangère, et la politique de rationalisation dont l'économie suisse a besoin, d'un point de vue capitaliste.

La preuve se trouve dans les propositions de l'OFIAMT, qui en préconisant une stabilisation à long terme de l'utilisation de main-d'oeuvre étrangère qui atténue le caractère discriminatoire et xénophobe d'une telle politique, se place parfaitement dans la perspective d'une rationalisation capitaliste de l'appareil de production.

Nous donnerons enfin quelques éléments très succincts au sujet de la position des organisations traditionnelles de la classe ouvrière face au problème de la rationalisation, et dans ce cadre, à l'initiative Schwarzenbach.

La politique qu'ont toujours menée ces organisations les a poussées à se maintenir constamment dans la problématique et les structures proposés par la bourgeoisie, principalement en ce qui concerne le PSS et l'USS. Toute leur analyse du contexte économique est extérieure à une problématique de classe, et se borne à mettre l'accent sur des problèmes tels que le dépôt à l'exportation, ou à proposer une politique de rassemblement populaire mécaniquement accrochée à des concepts inopératoires.

Dans la perspective actuelle d'une restructuration au niveau national des relations Etat - économie privée, ces organisations jouent tout simplement le jeu de la rationalisation, qui consiste à approuver au niveau général les mesures préconisées par le gouvernement ("nous sommes pour le développement de notre économie"), tout en tâchant d'assurer, dans un souci essentiellement humanitaire, la défense des ouvriers suisses (politique salariale, politique de la sécurité de l'emploi). Le gouvernement préconisant un plafonnement global par canton de la main-d'oeuvre étrangère, elles estiment cette mesure tout à fait rationnelle, et ne se font pas faute d'attaquer le patronat qui n'a pas su prendre à temps des mesures pour la défense de notre économie (PST).

Dans un même souci humanitaire, ces organisations (dont une, le PST, travaille avec le PCI, le PCE et les colonies libres sans liens organisationnels), prennent de temps à autre la défense d'un ouvrier étranger maltraité d'une façon trop évidente, et interviennent lors de l'expulsion de bébés. En se désintéressant complètement du problème des travailleurs étrangers en tant que composants de la classe prolétarienne, elles favorisent la division entre ouvriers suisses et étrangers.

Pour une stratégie

En vue de la définition d'une stratégie, il est indispensable de resituer dans quel cadre particulier les interventions se feront à Genève. Une des tâches des groupes d'avant-garde est en effet la production d'une analyse politique de la réalité tant objective que subjective dans laquelle ils opèrent. Cette connaissance concrète du champs politique ne peut se faire à priori, le rôle des groupes d'avant-garde étant justement d'être en mesure de capitaliser des expériences historiques. Dans ce sens les quelques éléments proposés ici ne peuvent être que l'ébauche d'un travail d'accumulation des renseignements et d'explication de la réalité capitaliste. Seul un travail de ce genre permettra l'élaboration d'une alternative concrète à la théorisation à posteriori de l'activisme. C'est dans ce sens que sont formulées les hypothèses ci-dessous.

1. La structure de l'appareil de production se caractérise à Genève par une tendance à l'hypertrophie du "tertiaire". Bien que la notion de "tertiaire" des économistes bourgeois ne corresponde pas à un secteur économique bien défini, la situation à Genève, du point de vue du développement inégal des régions, montre que cette ville participe de manière directe à la division internationale du travail. La présence des organisations internationales à l'endroit même où sont groupés un grand nombre de sièges européens de firmes américaines en fait une des têtes de pont de l'impérialisme et implique une sensibilité particulière à l'évolution de la conjoncture internationale.

2. La concentration du capital bancaire et industriel à Genève crée entre la ville et la région environnante un déséquilibre qui se marque par une exploitation anarchique de l'arrière pays. Les réserves de main d'oeuvre sont constituées par les frontaliers qui sont pour l'économie genevoise une force de travail à l'état pur qui se révèle aussi avantageuse que celle des saisonniers. En effet, l'utilisation de main d'oeuvre frontalière épargne à la ville tous les frais d'infrastructure (logements, etc.), frais qui sont assumés par des régions avoisinantes condamnées à devenir des cités-dortoirs (Pays de Gex). Par rapport à la condition des saisonniers, celle des frontaliers pose des problèmes spécifiques: durée et prix des transports, impôts doubles (à la source en Suisse). Par ailleurs, lorsque des entreprises suisses décident de bâtir des usines dans les régions frontalières, à cause du prix inférieur des terrains et les facilités fiscales qu'offre la zone franche, ces usines sont destinées à n'engager qu'un personnel peu qualifié, donc bon marché. Le siège administratif de ces entreprises, (capital financier, cadres techniques) reste sur territoire suisse, ce qui contribue également au sous-développement économique et social des régions frontalières.

3. L'interpénétration de la population résidente et immigrante est devenue tellement étroite à Genève que la bourgeoisie nationale reconnaît que la survie de la ville est directement liée au maintien de son internationalisation (cf 25% Schwarzenbach).

4. La rationalisation de l'appareil de production se traduit comme ailleurs par des rachats et des disparitions d'entreprises. Les secteurs déficitaires soumis à la concurrence internationale sont absorbés tandis que l'implantation d'industries à haut niveau technologique opère un effet d'entraînement. (CERN)

Cette rationalisation inévitable a des conséquences directes sur l'organisation capitaliste du travail. Les liens étroits entre les grandes entreprises et les banques, traduites par la composition des conseils d'administration permettent un taux très élevé d'auto-financement. Dans ce processus de rationalisation, Genève, centre bancaire, représente un lieu d'affrontement de la grande bourgeoisie nationale avec la concurrence de plus en plus forte des USA et du Japon.

5. Le maintien de la stratification politique héritée de l'entre-deux-guerres et la permanence historique des organisations traditionnelles de la classe ouvrière à Genève restent les caractéristiques principales du développement de la lutte politique. Malgré une implantation électorale importante des forces de gauche, le capitalisme garde une vaste liberté d'action. En effet, la ligne révisionniste se traduit notamment par ceci qu'elle refuse de poser chaque fois que cela est possible la question du pouvoir. Ainsi, sans parler du PSG dont le rôle intégrateur n'est plus à démontrer (cf. réformes de l'enseignement), le PdT joue jusqu'au municipal la carte du rassemblement populaire des mécontents. Cela n'exclut pas que dans certains cas, lorsque la base risque de déborder l'appareil, fonctionne un vieux réflexe opportuniste celui-là-même qu'on voit jouer lorsqu'éclate une grève "sauvage".

La stratégie capitaliste d'intégration de la classe prend en Suisse de nombreuses formes plus ou moins raffinées (paix du travail, renforcement des syndicats comme "partenaires sociaux", participation du personnel parfois par distribution d'actions). Cette stratégie se marque concrètement par l'imprégnation de la classe par l'idéologie dominante, tant au niveau des rapports entre les agents de la production que des manifestations de la vie quotidienne.

A cette stratégie qui permet au patronat de manoeuvrer à l'aise, les groupes d'avant-garde doivent opposer une stratégie de lutte globale, de mise en rupture du système. La stratégie révolutionnaire doit tendre à faire apparaître à travers l'expérience de luttes exemplaires un certain nombre de problèmes essentiels, dont, en dernière analyse, celui du pouvoir. Mais les interventions ne peuvent se limiter à écouter les masses ou à les encourager à s'organiser dans des comités de base. Dans ce sens, les manifestations unitaires doivent trouver un autre contenu que l'autoproclamation de l'unité. (ainsi que l'illustrèrent les différentes manifestations du 1er mai 1970 en Suisse)

La division de la classe est une pièce importante dans cette stratégie du capitalisme. La bourgeoisie d'une part se sert de l'atomisation de la classe pour maintenir sa domination, d'autre part elle occelle la classe pour se servir d'une partie de la classe contre elle-même. La classe est amputée de sa composante étrangère à qui sont attribués les emplois les moins qualifiés et à qui sont retirés tous droits politiques.

Ainsi d'un même coup la bourgeoisie supprime une partie des contradictions les plus aiguës et offre à la composante nationale la possibilité de glisser vers des emplois plus qualifiés (moins directement prolétarisés). Sur ce terrain, la bourgeoisie fait fleurir la collaboration de classe.

Dynamique et axes d'intervention

Les groupes d'avant-garde doivent tendre à couvrir l'ensemble du champ politique. Dans cette perspective un travail continu d'agitation et d'explication est nécessaire. Ainsi il paraît primordial d'être en mesure de faire face à toutes les situations dans lesquelles la marge de manoeuvre de la bourgeoisie est en jeu.

Les différentes conséquences de la rationalisation doivent faire l'objet d'interventions qui tendent à proposer les éléments d'une stratégie révolutionnaire. Chaque rachat ou fermeture d'entreprise, toute mesure de rationalisation capitaliste doit être l'occasion d'affirmer un certain nombre de points constituant les premiers éléments d'un programme de transition qui, tenant compte du niveau actuel de conscience et de combativité puisse faire le pont entre des revendications immédiates et le socialisme. Simultanément un certain nombre de moments pourront être exploités: l'initiative Schwarzenbach s'inscrit dans ce cadre, l'initiative pour le droit au logement aussi)

La rationalisation de l'appareil de production a pour la classe ouvrière et ses organisations un certain nombre de conséquences qui permettent de situer des axes d'intervention préférentiels. Ceux-ci indiquent les possibilités de luttes pour un contrôle ouvrier de la production.

A l'aliénation du travailleur sur son lieu de production correspond une aliénation du consommateur. Les militants d'avant-garde doivent être en mesure d'intervenir à ce niveau aussi, afin de ne pas accepter finalement la division capitaliste entre le temps de travail et le temps de non travail.

Depuis les accords de 1937, la bourgeoisie nationale a opté par la paix du travail pour une politique des revenus qui tend à subordonner l'augmentation des salaires à l'augmentation du coût de la vie. En plus d'une explication circonstanciée de l'exploitation économique de la classe ouvrière, il est primordial de mettre en cause la logique capitaliste du profit maximum, à travers des mots d'ordre tels que "échelle mobile des salaires, suppression des disparités salariales entre régions, abolition du secret bancaire et commercial).

La rationalisation capitaliste a tendance à développer un chômage conjoncturel dans certains secteurs ou dans certaines régions. A cette tendance s'oppose le refus des licenciements, la garantie de l'emploi dans la région, le droit de veto sur les fermetures d'entreprises, le droit à une formation professionnelle complète contrôlée par les travailleurs.

Les changements dans la politique des investissements rendus nécessaires pour réaliser les fusions et concentrations s'accompagnent dans les entreprises capitalistes d'une restructuration des postes de travail. Dans cette situation, la parcellisation du travail est accentuée et s'accompagne d'une difficulté toujours plus grande pour le travailleur à saisir la finalité du travail. Aux offensives participationnistes qui suivent de genre d'opération, s'oppose la revendication d'un contrôle ouvrier sur les cadences de travail et sur les évaluations des postes de travail.

(4)

THEMES TRAITES DANS LE COMITE

- 1.- Signification de l'initiative Schw. par rapport aux mutations de structures du capitalisme suisse:
 - rationalisation
 - fascisation?....
 - mesure de l'OFIAT
 - etc...
- 2.- Le statut des saisonniers:
 - une force de travail à l'état pur
 - le statut des s. comme révélateur des contradictions du capit.
- 3.-L'utilisation de la main d'oeuvre étrangère comme problème structurel du capitalisme en Europe:
 - la libre circulation des travailleurs dans le marché commun
 - L'émigration comme soupape de sécurité des pays moins déve-
 - loppés?
- 4.- le logement des travailleurs étrangers en Suisse:
 - les baraques
 - l'expulsion de la ville?
 - main d'oeuvre étrangère et infrastructure
- 5.- Structuration de la main d'oeuvre à Genève:
 - fonction des frontaliers
 - les fonctionnaires internationaux
 - sous-prolétariat?...
- 6.- Positions prises par les organisations de la classe par rapport à Schw. (Pdt, syndicats....)

ORDRE DU JOUR DE LA PREMIERE SEANCE DU COMITE, JEUDI 14 MAI

- 1.- Présentation du Comité. Discussion sur les documents d'appui.
- 2.- Présentation du premier thème par des membres de Rouge
- 3.- Propositions et discussion préliminaires des thèmes proposés.
- 4.- Discussion sur les formes d'intervention déjà envisagées.
- 5.- Répartition du travail.

Jeudi 14 mai 70, à 20.00 au Bagatelle, 1ère étage

Les séances suivantes auront lieu le VENDREDI, même heure et même lieu.